EXTRAIT DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE au 30 juin 2014

- ✓ Résultats consolidés au 30 juin 2014
- Comptes sociaux au 30 juin 2014





— Le bon sens a de l'avenir →

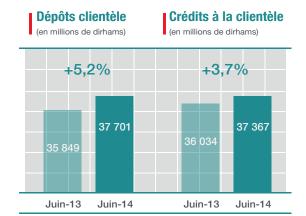


Le Conseil de Surveillance, présidé par Madame Saïda Lamrani Karim, s'est réuni le vendredi 12 septembre 2014 au siège social du Crédit du Maroc et a examiné l'activité et les comptes arrêtés au 30 juin 2014 par le Directoire.

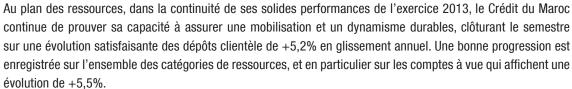
Dépôts clientèle	:	37 701 millions de dirhams	(+5,2%)	Fonds propres (T1)	:	4 161 millions de dirhams	(+18,4%)
Crédits clientèle	:	37 367 millions de dirhams	(+3,7%)	Produit net bancaire	:	1 059 millions de dirhams	(+0,0%)
Total bilan	:	50 454 millions de dirhams	(+2,2%)	Résultat net part du groupe	e :	182 millions de dirhams	(+0,8%)

Evolutions par rapport à juin 2013

Le premier semestre 2014, qui marque le début du nouveau plan de développement CAP2018, se distingue par la mise en œuvre d'une réorganisation distributive qui vise une meilleure efficacité commerciale au service de notre clientèle.



Croissance régulière de l'activité commerciale



Les crédits à la clientèle ont évolué de +3,7%, s'établissant à 37,4 milliards de dirhams. Sont à noter de bonnes réalisations au plan des crédits immobiliers (+6,2%), et du crédit à la consommation (+2,1%).

Ces performances ont amené à une nouvelle progression des parts de marché du Crédit du Maroc en ressources et en emplois, soit respectivement +4 et + 6 points de base.

En matière de nouveaux produits, le deuxième trimestre 2014 a été marqué par le lancement de Banque Directe. Celle-ci constitue une offre inédite qui apporte à la clientèle tous les avantages de la banque transactionnelle multicanal en complément du réseau bancaire de proximité. Le Crédit du Maroc confirme ainsi son positionnement de banque innovante, toujours plus proche de sa clientèle.

Dans un souci d'amélioration de la sécurité des transactions électroniques avec ses clients et partenaires via sa solution de gestion en ligne des opérations internationales cdm e-Trade, le Crédit du Maroc a signé en juin 2014 une convention de partenariat avec Barid Al-Maghrib permettant à la banque d'y intégrer les certificats numériques «Barid e-sign».

Enfin, pour la quatrième année consécutive, le Crédit du Maroc a obtenu le prix de l'excellence STP Award de la Deutsche Bank. A celui-ci s'ajoute cette année le prix de l'excellence STP Award de la Commerzbank. Ces distinctions viennent récompenser le professionnalisme des équipes de l'International du Crédit du Maroc et la qualité du traitement des transferts commerciaux et financiers émis vers l'étranger.

Produit net bancaire Résultat net part du groupe (en millions de dirhams) +0,8% 182 1 059 Juin-13 Juin-14 Juin-13 Juin-14

Des fondamentaux financiers sains en amélioration continue



Les fonds propres consolidés ont évolué de 18,4% par rapport à fin juin 2013, grâce aux deux opérations d'augmentation du capital social réalisées durant le deuxième semestre 2013.

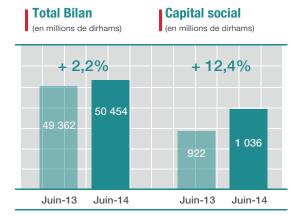
Soulignons que le Crédit du Maroc a obtenu le 6 août 2014 le visa du CDVM relatif à une nouvelle augmentation de son capital social par conversion optionnelle du dividende 2013 en actions.

Au titre du premier semestre 2014, le groupe Crédit du Maroc affiche un produit net bancaire de 1 059 millions de dirhams, stable par rapport à 2013, grâce aux évolutions positives de la marge d'intérêt et de la marge sur commissions (+1,3% et +5,4% respectivement) qui ont compensé la contraction du résultat des opérations de marché, dont le niveau était particulièrement élevé en 2013 suite à la réalisation d'une opération exceptionnelle.

Le résultat brut d'exploitation affiche une évolution positive pour atteindre 526 millions de dirhams, et le coefficient d'exploitation, en amélioration, s'établit ainsi à 50,4% au 30 juin 2014 contre 50,8% l'année précédente. Cette performance traduit les efforts engagés dans le sens de l'optimisation des moyens.

Le coût du risque s'est légèrement amélioré à 234 millions de dirhams contre 237 millions de dirhams à fin juin 2013.

Le résultat net part du groupe s'établit à 182 millions de dirhams contre 181 millions de dirhams en juin 2013.



À propos du groupe Crédit Agricole (France)

Le groupe Crédit Agricole (France) est le leader de la banque universelle de proximité en France et l'un des tout premiers acteurs bancaires en Europe. Présent dans 60 pays à travers le monde, le groupe Crédit Agricole (France) est un partenaire de premier rang pour accompagner les projets des clients dans tous les métiers de la banque de proximité et des métiers spécialisés qui lui sont associés : banque au quotidien, épargne, crédits à l'habitat et à la consommation, assurances, banque privée, gestion d'actifs, crédit-bail et affacturage, banque de financement et d'investissement. Fort de ses fondements coopératifs et mutualistes, le groupe Crédit Agricole (France) axe son développement sur une croissance équilibrée, au service de l'économie et dans le respect des intérêts de ses 49 millions de clients, 1,2 million d'actionnaires, 7,4 millions de sociétaires et de ses 150 000 collaborateurs.

Contact Presse: Houda.Chraibi@ca-cdm.ma - site web: www.cdm.co.ma

Etats financiers consolidés IFRS



BILAN CONSOLIDÉ IFRS AU 30 JUIN 2014

			(LITTIMILETS de DIT
ACTIF CONSOLIDÉ	NOTES	30/06/2014	31/12/2013
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		965 415	1 245 986
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.5	1 472 461	2 637 911
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	3.3 / 3.5	3 788 706	3 723 535
Prêts et créances sur les Etablissemts de crédit et assimilés	3.2	4 991 572	3 843 871
Prêts et créances sur la clientèle	3.2	37 366 569	36 842 477
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couvert en taux		-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	3.4	-	-
Impôts Exigibles		76 763	114 871
Actifs d'impôt différé		80 625	95 720
Comptes de régularisation et autres actifs		228 950	246 775
Actifs non courants destinés à être cédés		-	
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	3.6	1 358 228	1 366 173
Immobilisations incorporelles	3.6	125 141	130 286
Ecart d'acquisition		-	-
TOTAL		50 454 429	50 247 605

			(LITTIMILETS de DIT
PASSIF CONSOLIDÉ	NOTES	30/06/2014	31/12/2013
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		7	7
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.5	2 819	3 068
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés		1 372 801	1 130 918
Dettes envers la clientèle		37 700 603	36 790 875
Titres de créance émis		4 315 327	5 611 726
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigibles		12 743	745
Passifs d'impôt différé		168 896	165 835
Comptes de régularisation et autres passifs		884 381	457 136
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-
Provisions	3.7	289 038	321 878
Subventions, fonds publ affectés, fonds spéciaux de garantie		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		1 546 433	1 529 453
Capitaux propres		4 161 380	4 235 966
Capitaux propres part du groupe		4 103 497	4 176 528
Capital et réserves liées		3 436 253	3 424 908
Réserves consolidées		459 643	471 114
Gains ou pertes latents ou différés		25 137	1 355
Résultat net de l'exercice		182 463	279 151
Intérêts minoritaires		57 884	59 438
TOTAL		50 454 429	50 247 605

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE IFRS AU 30 JUIN 2014

			(En milliers de DH)
COMPTE DE RÉSULTAT	NOTES	30/06/2014	30/06/2013
Intérêts et produits assimilés	2.2	1 292 983	1 261 724
Intérêts et charges assimilés	2.2	456 341	435 423
Marge d'Intérêt		836 642	826 301
Commissions (Produits)	2.3	180 974	172 841
Commissions (Charges)	2.3	14 579	15 026
Marge sur Commissions		166 395	157 815
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		69 056	94 037
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		20 394	16 822
Produits des autres activités		3 603	592
Charges des autres activités		37 361	37 279
PRODUIT NET BANCAIRE		1 058 728	1 058 287
Charges générales d'exploitation		477 644	482 459
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		55 538	55 224
Résultat Brut d'Exploitation		525 546	520 604
Coût du risque	2.1	-233 706	-236 794
Résultat d'Exploitation		291 840	283 810
Quote-Part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2.4	-101	6
Variations de valeur des écarts d'aquisition		-	-
Résultat avant Impôt		291 739	283 817
Impôts sur les bénéfices/Impôts différés		107 318	100 233
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
Résultat net		184 421	183 583
Intérêts minoritaires		1 958	2 566
résultat net Part du groupe		182 463	181 017
Résultat par action		17,61	19,62
Résultat dilué par action		17,61	19,62

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2014

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 30 JU	JIN 2014	(En milliers de DH
FLUX DE TRESORERIE	30/06/2014	30/06/2013
Résultat avant impôts	291 739	283 817
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	55 538	55 224
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	239 479	233 443
+/- Dotations nettes aux provisions	-30 564	25 955
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	120	2 696
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	35 582	35 456
+/- Autres mouvements	86 523	-3 436
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	386 677	349 339
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-1 334 244	-1 246 930
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	122 328	1 280 501
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 136 875	-1 137 345
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	441 303	236 047
- Impôts versés	-103 114	-99 711
Diminution / (augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	263 148	-967 438
Flux nets de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	941 564	-334 283
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-	
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-42 567	-62 831
Flux nets de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-42 567	-62 831
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-283 192	-299 710
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-1 315 000	-525 000
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 598 192	-824 710
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-21	-67
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-699 217	-1 221 891

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT **EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2014**

	30/06/2014	31/12/2013
Résultat net	182 463	279 151
Ecarts de conversion	-21	25
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	23 781	1 781
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	
Réévaluation des immobilisations	-	
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	1 434	1 372
Quote-part des gains et pertes comptablisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	-	
Impôts	-	
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	25 194	3 178
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	207 658	282 328
Dont part du Groupe	205 700	277 602
Dont par des intérêts minoritaires	1 958	4 727

COMPOSITION DE LA TRESORERIE	30/06/2014	30/06/2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	1 945 068	3 269 805
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 245 979	2 250 059
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	699 089	1 019 746
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	1 245 852	2 047 914
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	965 409	1 253 665
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	280 443	794 249
Variation de la trésorerie nette	-699 217	-1 221 891

Etats financiers consolidés IFRS



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2014

(En milliers de DH)

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture au 31 Décembre 2012	922 392	1 890 428	-	771 398	-1 798	3 582 420	56 105	3 638 525
Opérations sur capital	113 457	495 430	-	-	-	608 887	4 533	613 420
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-295 165	-	-295 165	-4 545	-299 710
Autres	-	3 201	-	-3 201	-	-	-	-
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	279 151	-	279 151	4 727	283 877
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réevaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	1 781	1 781	-	1 781
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	-	-	1 372	1 372	-	1 372
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	25	-	25	-	25
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	25	3 153	3 178	-	3 178
Autres	-	-	-	-1 942	-	-1 942	-1 382	-3 324
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture au 31 Décembre 2013	1 035 848	2 389 059	-	750 265	1 355	4 176 528	59 438	4 235 966
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-279 679	-	-279 679	-3 513	-283 192
Autres	-	11 346	-	-11 346	-	-	-	-
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	182 463	-	182 463	1 958	184 421
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réevaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	23 781	23 781	-	23 781
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-21	-	-21	-	-21
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-21	23 781	23 760	1	23 761
Autres	-	-	-	424		424	-	424
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture au 30 Juin 2014	1 035 848	2 400 405	-	642 107	25 137	4 103 497	57 883	4 161 379

Normes et principes comptables appliqués par le groupe

Les normes et principes comptables n'ont subi aucun changement par rapport à la publication effectuée au 31/12/2013.

PRINCIPES ET PÉRIMETRE DE CONSOLIDATION

Préambule

Le Groupe Crédit du Maroc est consolidé en normes IAS/ IFRS depuis 2004, en tant que filiale, dans les comptes du Crédit Agricole S.A.

En 2008 le Crédit du Maroc a procédé à une convergence des paramètres et des options de consolidation entre les comptes consolidés en normes IAS/IFRS publiés au 31 décembre 2008 en application des dispositions réglementaires de Bank Al Maghrib (BAM) et les comptes adressés au Crédit Agricole SA pour les besoins de sa consolidation.

Le Crédit du Maroc a ainsi procédé à l'alignement des paramètres et options retenus pour le traitement des comptes adressés au groupe Crédit Agricole SA avec ceux adoptés au moment de l'application du référentiel IFRS, conformément aux dispositions réglementaires de BAM.

Pour les provisions individuelles et collectives, les paramètres de calcul de la probabilité de défaut et la perte en cas de défaut ont été affinés et appliqués de la même manière pour la consolidation au 30 juin 2014 selon les règles BAM et pour les comptes adressés à Crédit Agricole SA.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Crédit du Maroc et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles Crédit du Maroc dispose d'un pouvoir de contrôle

Par exception, les entités ayant un impact non significatif sur les comptes consolidés de l'ensemble ne sont pas incluses dans le périmètre de consolidation.

Le caractère significatif de cet impact peut notamment être apprécié au travers de divers critères tels que l'importance du résultat ou des capitaux propres de la société à consolider par rapport au résultat ou aux capitaux propres de l'ensemble consolidé.

Les notions de contrôle

Conformément aux normes internationales, la définition de contrôle, selon IFRS 10 comporte les trois éléments suivants :

- Le pouvoir détenu sur l'entité émettrice ;
- L'exposition ou le droit à des rendements variables, en raison des liens avec l'entité émettrice ;
- La capacité de Crédit du Maroc d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Crédit du Maroc contrôle une entité émettrice si et seulement si ces trois éléments sont réunis.

L'IFRS 11 porte sur le classement d'un partenariat sur lequel deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint. Selon IFRS 11, il existe deux types de partenariat : les entreprises communes et les coentreprises. Ces deux types de partenariats se distinguent par les droits et obligations des parties à l'entreprise.

- Entreprise commune : les coparticipants ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs. Chaque coparticipant comptabilise ses actifs, ses passifs, ses produits et ses charges y compris sa quote-part de ces actifs, passifs, produits et charges, relatifs à ses intérêts dans l'entreprise commune.
- Coentreprise : les coentrepreneurs ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Cette coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Les méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et 11. Elles résultent de la nature de contrôle exercée par Crédit du Maroc sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, applicable selon les conditions cités par la norme IFRS 10 ;
- la mise en équivalence, pour les coentreprises ayant des droits sur l'actif net, tel que cité par la norme IFRS 11;
- la quote-part des actifs, passifs, charges et produits, pour les entreprises communes ayant des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs, selon la norme IFRS 11.

Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués, sauf s'ils sont jugés non significatifs.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne, sont constatées.

Regroupements d'entreprises – écarts d'acquisition (IFRS 3)

Le Groupe Crédit du Maroc n'a pas effectué de regroupement courant 2014.



PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE CRÉDIT DU MAROC AU 30 JUIN 2014

Sociétés Consolidées	Capital social	Capital social	%	Méthode de consolidation	
Societes Consolidees	(KDH)	(KUSD)	de contrôle	d'intérêts	(*)
Crédit du Maroc	1 035 848		100,00	100,00	E.C
Crédit du Maroc Capital	10 000		100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc Leasing	124 000		66,66	66,66	I.G
Crédit du Maroc Patrimoine	1 000		100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc Assurances	200		100,00	100,00	I.G
B.I.T		1 655	100,00	100,00	I.G
S.I.F.I.M	168 321		100,00	100,00	I.G

^{*} E.C: Etablissement consolidant - IG: Intégration globale

Exposition aux risques et stratégie de couverture

1. Gouvernance et organisation de la gestion des risques

La gouvernance et l'organisation de la gestion des risques découlent des principes généraux de la gouvernance de la banque.

1.1 La Gouvernance

Les principales instances sont :

- · Le Conseil de surveillance et ses Comités spécialisés (comité d'audit, comité de rémunération),
- · Le Directoire,
- Les comités de gestion.

Responsabilités des acteurs :

Le Conseil de surveillance

Il est l'organe d'administration de la banque. A ce titre, il en définit les orientations stratégiques, appréhende et détermine la politique de gestion des divers risques auxquels la banque est exposée.

Le Conseil de Surveillance a par ailleurs institué, en son sein, deux comités spécialisés chargés d'analyser en profondeur certaines questions spécifiques et de le conseiller à ce sujet.

Le comité d'audit a principalement en charge les missions suivantes:

- · Vérifier la fiabilité et l'exactitude des informations financières et porter une appréciation sur la pertinence permanence des méthodes comptables adoptées pour l'élaboration des comptes
- · Porter une appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et la maîtrise des risques notamment en examinant les rapports d'activités des différentes fonctions de contrôles
- Prendre connaissance des conclusions et des recommandations de l'audit interne, des commissaires aux comptes et des autorités de supervision et suivre la mise en œuvre des actions correctives

Le comité de nomination et de rémunération, en charge des missions suivantes :

- Préparer la politique de rémunération des membres du Conseil de Surveillance et des membres du Directoire,
- · Proposer les rémunérations des membres du conseil de surveillance,
- · Préparer les décisions du Conseil de Surveillance en matière de rémunération des membres du Directoire,
- · Assister le Conseil de Surveillance dans sa mission dans les domaines relevant des ressources humaines, et à cet effet mener toutes réflexions et procéder à toutes études permettant de déterminer de manière pertinente les grandes évolutions de structure et d'organisation de la banque,
- Valider les propositions d'appréciation des membres du Directoire établies par le Président du Directoire, après entretien de ceux-ci avec le comité de nomination et de rémunération,
- Réaliser l'évaluation du Président du Directoire,
- Suivre l'évolution de carrière, la rémunération. la formation et le plan de succession du top management (membres du comité exécutif) et des cadres à haut potentiel identifiés par le directoire du Crédit du Maroc.

Le Directoire

Il est l'organe exécutif de la banque. Il met en œuvre les stratégies et les politiques définies par l'Organe d'Administration.

Le Directoire du Crédit du Maroc a mis en place le Comité de Direction Générale. Son objectif est d'assurer la coordination entre les différents pôles de gestion de la banque en terme de stratégie, de politique de développement et de supervision du fonctionnement de la banque.

Le Comité Exécutif est l'organe responsable de :

- suivre les résultats commerciaux et financiers de la banque:
- mettre en valeur les synergies entre toutes les unités de la banque :
- présenter les grands sujets transversaux ;
- · coordonner entre les marchés BRD et BFI ;
- · coordonner entre les marchés et les fonctions support.

Le Directoire définit l'organisation générale de la gestion des risques et met en œuvre les processus d'octroi et de gestion, permettant d'appréhender, mesurer et maîtriser d'une façon globale l'ensemble des risques encourus par la banque.

Il est responsable du Contrôle Interne de la banque.

Il établit chaque année une stratégie risques qui examine toutes les activités de la banque et les risques qu'elles induisent et définit des limites opérationnelles pour l'exposition de chacune de celles-ci, notamment par secteurs d'activité ou de groupes d'appartenance, pour les risques de crédit, de gaps de taux ou de liquidité pour l'ALM, de change ou de trading pour les risques de marché, etc..

Cette stratégie risques est présentée au Conseil de surveillance qui la valide.

Pour mener à bien ses missions, le Directoire a créé des Comités spécialisés dont les principaux, en matière de gestion des risques sont :

- Le comité affaires
- Le comités marchés et international
- Le comité efficacité du fonctionnement
- Le comité des crédits
- Le comité de classement et de passage au contentieux Le comité de pilotage et de suivi des risques
- Le comité de suivi des risques sensibles
 Le comité ALM et risques de marchés
- · Le comité de contrôle interne
- Le comité Nouveau produit Nouvelle Activité (NAP)
 Le comité fraudes internes et externe
- Le comité sécurités

1.2 Organisation de la gestion des risques

1.2.1 Le Contrôle Permanent des Risques

Le Crédit du Maroc, en s'appuyant sur l'expérience de son Groupe d'appartenance, a adopté une gestion centrale de ses risques. Elle est placée sous l'autorité de la Direction des Risques et Contrôles Permanents (DRCP), dont la mission générale est de « donner au Management de la banque l'assurance que toutes ses activités sont exercées dans des conditions de sécurité acceptable ».

Totalement indépendante des métiers elle rapporte directement au Président du Directoire et au Conseil de surveillance, via le Comité d'Audit.

La DRCP définit les contrôles liés aux procédures au premier niveau d'exécution, organise les contrôles hiérarchiques ou fonctionnels de second niveau et les consolide pour obtenir une vision globalisée de la qualité d'exécution de toutes les activités de la banque.

Les risques couverts sont regroupés dans les familles suivantes

- Risque de contrepartie : il correspond au risque de

défaillance totale ou partielle de la contrepartie avec laquelle des engagements de bilan ou hors bilan ont été contractés,

- Risques financiers :

- 1. Risque de marché : les risques de marché ou risques de variation de prix, représentant les pertes potentielles suite à des mouvements adverses de cours, de prix ou de niveau de taux.
- 2. Risque de liquidité ou de taux : risque lié à la liquidité de la banque et à l'évolution des taux,
- Risque opérationnel et conformité : Risque lié à l'exécution des opérations. Il comprend les risques informatiques, juridiques, fiscaux, réglementaires et commerciaux.
- Le Contrôle Permanent qui couvre l'ensemble des risques définis par les accords de Bâle 2, est organisé autour de la Direction des Contrôles Permanents et Conformité (DCPC).

1.2.2 Le Contrôle Périodique des Risques

La Direction du Contrôle Périodique assure la fonction d'audit interne en réalisant des missions de contrôle périodique sur pièce et sur place dans les différentes unités et directions constituant la Banque. Elle est chargée d'évaluer la maîtrise globale des différents risques et de faire des propositions d'actions correctives. Elle exerce ses travaux en toute indépendance et rapporte à ce titre directement au Comité d'Audit.

2. Exposition aux risques et stratégie de couverture

2.1 Risque de crédit

Politique générale

La politique de crédit du Crédit du Maroc s'inscrit dans le cadre de principes généraux et dans le respect des normes édictées par le régulateur et par le groupe d'appartenance Crédit Agricole SA.

Elle couvre les aspects relatifs à la déontologie, l'indépendance, la responsabilité, la collégialité des décisions, la maîtrise et le suivi des risques, la rémunération des opérations, etc.

Elle est revue chaque année, dans le cadre de la stratégie risques qui examine toutes les activités de la banque et les risques qu'elles induisent et fixe des limites opérationnelles en termes de segment de clientèle, de secteurs d'activité, de concentration,

Cette stratégie est présentée par le Directoire au Conseil de surveillance qui la valide.

Dispositif de décision et de gestion des risques

Etude et décision

Le processus de décision découle des pouvoirs détenus par le Président du Directoire et des subdélégations qu'il a distribuées aux acteurs, selon un mode intuitu-personae, décliné en fonction des marchés. Au-delà des limites subdéléguées, les décisions sont prises par le Comité des crédits dont les décisions sont collégiales.

Le processus de décision est géré par un applicatif informatique centralisé et intégré qui détermine en fonction de normes et de critères paramétrés, les niveaux de délégation requis. Les décisions en faveur des clients professionnels et entreprises nécessitent un double regard de la ligne commerciale et des

Les filiales ont recours à un avis des lignes spécialisées du Crédit du Maroc qui conditionne l'octroi.



Les demandes de crédit formulées par les lignes commerciales sont formalisées et documentées en application des règles du régulateur et des normes de la banque.

Mise en place - Garanties

La mise en place des crédits est opérée après vérification du respect des conditions d'octroi.

La gestion des dossiers de garanties est centralisée.

Surveillance des risques et déclassement des créances

Elle est à la charge d'une structure dédiée et indépendante, appuyée par des correspondants dans les différents marchés et dans les régions.

Cette structure qui dispose d'un accès à tous les systèmes d'information de la banque a pour mission de surveiller la qualité des engagements, d'appréhender dans une optique préventive les dégradations des risques (impayés, gel des comptes, etc.) et d'en assurer un suivi.

Elle organise sur la base d'indicateurs internes un suivi rapproché des créances sensibles qui est opéré par un Comité dédié.

Elle identifie les créances qui relèvent du déclassement en « souffrance », selon les critères édictés par le régulateur en la matière et les provisionne en conséquence. Ces décisions sont validées par un Comité dédié pour assurer une parfaite couverture des risques et conformité aux normes.

Recouvrement

Pour le marché Retail et PRO/TPE, le recouvrement est opéré par le réseau jusqu'au premier impayé inclus. Ensuite, à partir du second impayé, il est pris en charge systématiquement par la plate-forme de recouvrement créée à cet effet, qui poursuit le travail de recouvrement à l'amiable.

Pour le marché PME/PMI et Grandes Entreprises, il est assurée par les chargés d'affaires avec, selon les cas et sur décision de comité dédié ou à la demande de la ligne commerciale, l'appui d'une structure centrale dédiée au conseil et à la restructuration des créances.

Si le dossier passe en « Compromis » il est pris en charge par la Direction Juridique qui poursuit le recouvrement et opère en parallèle les poursuites judiciaires.

Tout le processus de décision et de surveillance des risques est traçable et auditable.

Notation interne

Le Crédit du Maroc dispose d'un système de notation. Il couvre toutes les créances entreprises (PME/PMI, Grandes entreprises et entreprises des secteurs de la promotion immobilière et de l'hôtellerie), sauf les banques et les institutions financières qui disposent d'une notation spécifique en relation avec le groupe d'appartenance et qui font l'objet de notation par la maison mère Crédit Agricole SA.

Le système de notation du Crédit du Maroc est conforme aux préconisations de Bâle 2. Il est uniforme sur l'ensemble du périmètre du groupe Crédit Agricole.

Le système repose sur une appréciation quantitative et qualitative. Il fait intervenir les différents acteurs du processus de décision : les chargés d'affaires, les risques et les décisionnaires.

Pour la Banque de détail, tous les crédits à la consommation sont soumis à un score d'octroi soit propre au Crédit du Maroc, ou soit celui du partenaire Wafasalf et ce, en fonction de critères bien définis.

Grille de notation Corporate :

Elle comporte 13 échelons de A à E, avec des échelons intermédiaires, pour les contreparties saines et 2 échelons F et Z, pour les contreparties en défaut, dont le dernier pour les contreparties en recouvrement juridique.

Ces échelons sont compatibles avec les échelles de notation des principales sociétés de rating internationales : Standard & Poor et Moody's.

Délégation

La notation est un élément essentiel du processus de décision. Elle conditionne le niveau de délégation.

Risques sensibles

Les contreparties notées aux échelons E et F sont insérées dans le suivi rapproché opéré sur les risques sensibles et sous l'autorité du comité dédié.

2.2 Risque de marché

Les activités de marché de la banque sont encadrées par des limites globales et opérationnelles. Le format de limites, qu'elles soient globales ou opérationnelles, sont de trois natures : quantitative (VaR, Stress, sensibilités détaillées), qualitatif (produits autorisés, devises autorisées, maturité max...) et des seuils de perte (loss alert et stop loss).

Les sets de limites concernent le change comptant, le trading BdT, le trading CD, la Trésorerie, et les Repos. Les différentes activités de marchés (trading et couru) s'exercent dans le cadre d'une stratégie risques prédéfinie et validée par la banque et approuvée par le Comité Risques Groupe CA.SA.

La dernière stratégie risque approuvée par le Comité du 17/10/2013 avec un dispositif de limites plus conforme aux normes du groupe et plus complet avec un ensemble d'indicateurs quantitatifs (VaR, stress, limites en nominal et sensibilités plus détaillées) et qualitatifs (produits autorisés, maturités) et des limites de perte (stop loss et seuil d'alerte).

Organisation de la filière :

Les activités de marchés sont organisées en trois domaines indépendants :

· Le Front Office:

Le FO est littéralement l'interface de la banque avec le marché. Il centralise et traite tous les besoins de la banque et de ses clients en terme de couverture et financement. Il engage la banque dans le respect des limites internes de marché, des limites réglementaires et des lignes de crédit qui lui sont accordées.

Il est rattaché hiérarchiquement à la ligne commerciale ou à la Banque de Financement et Investissement - BFI.

· Le Back-Office :

Le BO suit le traitement post-marché des opérations : confirmation, paiement, règlement - livraison et comptabilité

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction du Service Clientèle et des Flux.

• Le PCRM (Pôle Contrôle des Risques de Marché) :

En matière de suivi et de contrôle des activités, le PCRM, a en charge :

- Le suivi du respect des limites, que celles-ci soient quantitatives (niveaux de risque), qualitatives (instruments, devises ou maturités autorisés) ou relatives aux niveaux de perte tolérée (stop loss).
- Le traitement des dépassements (analyse des raisons, mode et délai de régularisation...).
- La surveillance des risques et des résultats en liaison avec l'évolution des marchés.
- Production et analyse des P&L de gestion
- Production et contrôle qualité des indicateurs de risques
- Back testing de la VaR
- Production et analyse des stress scenarii
- Vérification des données de marché
 Vérification des données de marché
- Vérification que le BO s'est assuré de la cohérence des stocks entre outil FO et BO
- Production et analyse des états de suivi de l'exposition aux risques

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction des Engagements et Risques de Contrepartie.

Le suivi des risques doit être effectué aux différents niveaux de l'établissement avec des séparations de pouvoir entre le front office, le back office, les risques et le contrôle financier, autrement dit entre ceux qui passent les ordres et ceux qui les contrôlent.

Ainsi, cette organisation permet :

- de s'assurer en permanence du respect des procédures, des normes et des limites mises en place;
- d'analyser les causes du non-respect éventuel des procédures et des limites;
- d'informer les entités et / ou les personnes désignées à cet effet de l'ampleur des dépassements et des actions correctrices qui sont proposées ou entreprises;

En termes d'outils informatiques, la banque dispose d'un système front-to-back Arpson avec des fonctionnalités de suivi des risques et de calcul des résultats. Le Pôle Contrôle des Risques de Marché a accès à ces informations et dispose d'outils complémentaires pour mener à bien ses analyses.

Principaux risques et dispositif de contrôle :

Les risques de marché ou risques de variation de prix, représentent les pertes potentielles suite à des mouvements adverses de cours, de prix ou de niveaux de taux.

Risques de taux : Ils représentent les risques d'encourir des pertes suite aux variations du niveau absolu du taux d'intérêt, d'un spread entre deux courbes de taux ou de la déformation de la courbe. Il existe plusieurs composantes pour ce risque : risque directionnel, risque de pente et risque de base ou de spread.

Ce risque concerne le trading sur titres et la trésorerie. Il est encadré par un dispositif de limites quantitatives (VaR, Stress, nominal et sensibilités détaillées).

Risque de change : C'est le risque d'encourir des pertes suite aux variations du cours des devises étrangères par rapport à la monnaie de référence ou monnaie locale.

Le principe général de la mesure est d'obtenir des positions de change Spot équivalent de toutes les opérations en isolant le risque de change des autres risques. On utilise pour cela les valeurs actuelles nettes des flux.

Les positions sont encadrées par des limites réglementaires et des limites internes (VaR, Stress, nominal individuelles et globale, stop loss...).

Risques liés aux défauts : une part importante des risques pris par les établissements financiers sur les marchés se trouve liée aux événements de défauts (défaillance d'une ou plusieurs contreparties, risque de non-transfert...).

Les opérations de marché peuvent générer :

- des risques de crédit pur,
- des risques de règlement/livraison,
- des risques de variation.

Une transaction peut comporter un seul de ces risques ou une combinaison de deux ou trois. Une opération de change à terme génère des risques de variation et de livraison.

En effet, si l'un des intervenants fait défaut alors que l'autre contrepartie a déjà rempli ses propres obligations, à savoir ; livrer des fonds, alors la perte porte sur la totalité du montant (nominal) de la transaction (à la livraison), c'est le risque de livraison ou non concomitance des flux échangés .

Ce risque affecte le change (comptant et terme), les swaps de change (swaps de trésorerie ou cambiste). Pour les opérations sur titres (ferme ou temporaire), ce risque n'existe pas du fait que les transactions sont effectuées via un système DVP (Delevery Versus Payment).

Si par contre la défaillance intervient entre la négociation et la livraison, alors la perte potentielle correspond à la variation du cours de change entre le cours négocié et le cours prévalant sur le marché au moment où il faut trouver une nouvelle contrepartie de remplacement, il s'agit du coût de remplacement et c'est le risque de variation. Cette perte potentielle peut d'ailleurs se révéler être un gain!

Ce risque affecte le change à terme, les swaps de change (swaps de trésorerie ou cambiste) et les opérations de pensions. Le risque total est la somme des risques instantanés et potentiels. La mesure du risque de variation est obtenue à travers la valeur de remplacement courante (MtM ou valeur de marché) à laquelle est ajoutée une majoration add-on pour tenir compte des évolutions futures (dérive potentielle du MtM).

Ces risques sont encadrés par des limites en volumes individuelles sur les contreparties y compris les correspondants de la salle des marchés et accordées par la banque dans le cadre de l'étude de risque annuelle.

Une organisation des portefeuilles et centres de profits (découpage des activités par desk) en phase avec l'arborescence risques a été mise en place avec une séparation entre le banking book (ALM) et le Trading et ce, pour un meilleur pilotage des activités.

Pour cela, des deals internes entre les différents portefeuilles de la DMC ont été implémentés dans Arpson avec la définition des règles de prix de transfert interne sur les instruments de change et de taux. Ces deals concernent à la fois les opérations de financement/refinancement entre les différents desks de la Salle mais aussi le transfert de positions entre ALM et Salle des Marchés.



Le calcul des consommations de VaR (Value at Risk) du CDM est réalisé via l'outil de Consolidation du Groupe (Global View Risk) alimenté en données de risques de marché (vecteurs de sensibilités, positions de change, courbe de taux MAD) par les outils de CDM.

Aussi, les stress globaux selon les méthodologies du Groupe sur ces activités sont calculés hebdomadairement via l'outil Groupe.

Enfin, les résultats quotidiens des activités de trading (sur bonds et sur le change) sont alimentés dans l'outil Groupe (CADRE) et la VaR fait l'objet d'un backtesting.

2.3 Risques Opérationnels

Le Crédit du Maroc a adopté la définition issue des recommandations de Bâle 2 pour le risque opérationnel. Il s'agit des pertes résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus.

Dispositif de gestion des risques opérationnels mis en œuvre

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en place par la banque vise à identifier l'ensemble des sources de risques majeurs en vue de les couvrir (fraude interne, fraude externe, pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail, clients produits et pratiques commerciales, dommages aux actifs corporels, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, exécution livraison et gestion des processus).

1. Les principaux enjeux

- La maîtrise du coût des risques opérationnels,
- · La Prévention des grands risques,
- · L'optimisation de la couverture des risques,
- L'intégration du triple impact réglementaire à savoir le pilotage par les fonds propres, la supervision réglementaire et la communication financière.

2. Les composantes du dispositif

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en œuvre s'articule autour de quatre composantes :

La Composante organisationnelle :

La surveillance des risques opérationnels est confiée à une entité relevant des Risques et contrôles permanents, structure faîtière du dispositif de contrôle interne de la banque.

Le système d'audit interne vérifie périodiquement que le dispositif de gestion des risques opérationnels est mis en œuvre avec efficacité au niveau de l'ensemble de l'établissement.

Le Directoire assure un suivi régulier de la situation des risques via le Comité de Contrôle Interne présidé par le Président du Directoire.

Le Conseil de Surveillance, via le Comité d'Audit, est informé des risques importants et s'assure de la prise en compte de ces risques.

La composante qualitative :

Elle permet d'évaluer et de prévenir les risques à travers la cartographie des risques opérationnels.

La composante quantitative :

Elle permet de mesurer et surveiller le coût du risque et les incidents a travers le suivi des pertes et la mise en place d'un dispositif d'alerte.

La composante d'allocation de fonds propres :

Par prudence, l'établissement a retenu une allocation des fonds propres basée sur la méthode « indicateurs de base » avec l'objectif d'évoluer rapidement vers la méthode « standard ».

3. Sécurité des systèmes d'information

La sécurité des systèmes d'informations est assurée avec la mise en place d'une politique de sécurité et d'un dispositif de contrôle permanent. Des tests annuels d'intrusions et de vulnérabilité, ainsi que des évaluations de la sécurité des systèmes d'informations sont réalisés.

4. Plan de Continuation des Activités

Pour assurer la continuité des activités de la banque en cas de sinistre, l'établissement dispose d'un Plan de Continuité d'Activités, composé :

- d'un Plan de Secours informatique pour secourir les services informatiques critiques,
- d'un Plan de Repli Utilisateurs avec aménagement d'un site de repli devant servir en cas de sinistre,
- d'un dispositif de gestion de crise,

 d'un dispositif de continuité d'activité spécifique au scénario de pandémie grippale.

Ce PCA est régulièrement testé et amélioré.

5. Prestations de services essentielles externalisées

Elles sont encadrées par un dispositif spécifique.

Les Conventions de services comprenant des indicateurs de qualité ont permis à l'établissement d'intégrer le suivi de ces activités dans le dispositif de contrôle interne.

2.4 Gestion Actif - Passif

La démarche de la gestion Actif-Passif (ALM) est une démarche d'identification, de mesure, de contrôle et de couverture des risques financiers pouvant affecter le bilan de la banque.

Il s'agit principalement des risques de liquidité, de taux et de change.

Gouvernance:

Au Crédit du Maroc, la gestion Actif-Passif est assurée par la fonction ALM qui rapporte à la Direction Finances Groupe et au comité ALM.

Risque de taux d'intérêt global

C'est le risque de voir les résultats de la banque affectés défavorablement par les mouvements de taux d'intérêt. Ces mouvements ont une influence sur les rémunérations et les coûts générés par les produits et instruments financiers (actifs, passifs et instruments de hors bilan), dont dispose la banque. En conséquence, leurs mouvements ont un impact direct sur le résultat généré mais aussi sur la valeur actuelle des différents revenus futurs.

Il convient donc d'appréhender correctement la manière dont les mouvements de la courbe des taux peuvent impacter les marges de la banque.

L'approche en taux a pour objectif de mesurer in fine, l'exposition des résultats de la banque aux fluctuations des taux d'intérêt du marché. Elle s'intéresse donc exclusivement aux encours dont les taux resteront fixes sur une période donnée ; les encours corrélés aux taux du marché n'étant pas exposés à ce type de risque.

Un dispositif d'encadrement et de contrôle a été mis en place au Crédit du Maroc. Des limites en volume ont été fixées. Elles sont basées sur le calcul de gaps de taux, définis comme étant la différence entre les ressources et les emplois par maturité exposés au risque de taux.

Le risque de liquidité

Il représente pour la banque l'éventualité de ne pas pouvoir faire face, à un instant donné, à ses engagements ou à ses échéances. Le risque de liquidité se traduit donc à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements.

Il apparaît lorsque des besoins inattendus sont subis par la banque et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Le risque de liquidité se situe à trois niveaux :

- Funding risk: risque qui se traduit par la nécessité d'obtenir de nouvelles ressources lorsqu'une des ressources dont la banque disposait par le passé n'est plus disponible (par exemple lors de retrait massif sur les dépôts à vue).
- Time risk : risque qui apparaît lorsque la banque ne peut obtenir des rentrées d'argent pourtant attendues (par exemple, incapacité de remboursement d'un prêt par un client).
- Call risk: risque relatif à l'obtention de nouvelles ressources (suite par exemple à des emprunts importants sur des lignes de crédits).

L'approche en liquidité met en évidence la situation de transformation de la banque. Elle permet de mesurer les besoins de funding à court, moyen et long terme ou l'importance des excédents de liquidité à replacer par type de maturité.

Tous les produits de bilan sont traités en fonction de leur échéance finale, sans tenir compte de la nature du taux.

Afin de mieux appréhender la gestion de la liquidité courante du Crédit du Maroc, un comité mensuel de coordination de trésorerie a été mis en place. Par ailleurs, le comité ALM a défini des limites visant à encadrer le déficit de la trésorerie résiduelle. Un programme d'émission de certificats de dépôt a également été lancé depuis 2007 afin de mieux accompagner le plan de développement de la banque.

Conventions d'écoulement :

Les conventions ALM sont destinées à prendre

en compte des phénomènes économiques ou comportementaux hautement probables permettant d'affiner l'analyse du risque. Un dossier exhaustif de documentation des conventions a été élaboré et puis validé par le comité ALM.

Le Crédit du Maroc procède à des mises à jour régulières des conventions. Celles-ci sont nécessaires dans la mesure où elles garantissent une meilleure adéquation de l'analyse avec l'évolution du marché et des comportements de la clientèle. Ces mises à jour visent également à se conformer davantage à la réglementation en vigueur, notamment en matière de taux d'intérêt (Modalités d'indexation des taux révisables et des taux réglementés).

Système de mesure :

Le pilotage des risques financiers est géré par ATLAS, outil développé en collaboration avec le Groupe Crédit Agricole S.A.. Il est opérationnel depuis 2008.

3 Application des recommandations du Comité de Bâle

Depuis 1974, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, créé à l'initiative des banques du G 10, a institué un corpus de règles prudentielles destinées à garantir la solidité et la stabilité du système bancaire international.

Au fil des années, ce dispositif a montré ses limites et ses faiblesses pour encadrer une activité bancaire en perpétuelle évolution. Le besoin d'un dispositif plus complet est apparu pour prévenir les nouveaux risques.

Ainsi est né l'accord « Bâle 2 » sous la présidence de l'Américain Mc Donough, qui repose sur 3 piliers :

Pilier 1: Calcul des exigences minimales en fonds propres. Il couvre trois types des risques: Risque de crédit, Risque opérationnel et Risque de marché. Plusieurs méthodes sont proposées aux banques selon les risques, notamment « standard » et « notation interne », pour les risques de crédit, « indicateur de base », « standard » et « standard avancé », pour le risque opérationnel.

Pilier 2 : Dispositif sur les processus de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes

Pilier 3 : Dispositif sur la discipline de marché imposant une transparence accrue en matière d'information sur les publications financières et sur les risques.

Dès la publication des textes par le Régulateur, le Crédit du Maroc a engagé un chantier de mise en conformité avec les dispositions réglementaires.

Pour le pilier 1, le Crédit du Maroc a opté pour la méthode « standard » en ce qui concerne le risque de crédit, la « Méthode de base » pour le risque opérationnel.

La banque a engagé un large chantier pour lui permettre de produire dans les délais impartis par le Régulateur, le ratio de solvabilité aux nouvelles normes. Pour cela, elle a acquis, un calculateur « Fermat » qui est production depuis la fin 2007.

Parallèlement la banque a engagé les chantiers relatifs au pilier 2, pour l'application des textes réglementaires de la Banque Centrale.

4 Perspectives:

Le Crédit du Maroc, en étroite relation avec le Groupe CA.SA, compte mettre en oeuvre les dispositions les plus avancées de « Bâle 2 », qui entraîneront de profonds changements dans la conduite des activités.

- Ces changements visent notamment à :

 Adapter la politique d'allocation des fonds propres aux activités,
- Mieux prendre en compte les évolutions dans les processus d'octroi (consommation des Fonds propres, rentabilité, coût du risque, etc...),
- Mettre à niveau la gestion opérationnelle des risques,
- Garantir la fiabilité des informations sur les risques, etc.

Les processus impactés ont été identifiés et les chantiers nécessaires à leur adaptation seront engagés selon un planning établi par un groupe projet et validé par un Comité de pilotage dédié et présidé par le Président du Directoire.



MARGE D'INTÉRÊT

(En milliers de DH)

	30/06/2014			30/06/2013		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	1 144 149	332 163	811 985	1 119 165	294 841	824 324
Comptes et prêts/emprunts	1 066 867	331 761	735 105	1 066 926	295 330	771 596
Opérations de pensions	23 072	133	22 939	126	-	126
Opérations de location-financement	54 210	269	53 941	52 113	-489	52 601
Opérations interbancaires	74 657	9 033	65 624	40 295	10 101	30 194
Comptes et prêts/emprunts	33 840	9 033	24 807	27 113	8 801	18 312
Opérations de pensions	40 817	-	40 817	13 182	1 300	11 882
Emprunts émis par le Groupe	-	115 145	-115 145	-	130 481	-130 481
Instruments de couverture de résultats futurs	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	<u>-</u>
Portefeuille de transactions	-	-	-	-	-	-
Titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	<u>-</u>
Opérations de pensions	-	-	-	-	-	-
Prêts/emprunts	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Actifs disponibles à la vente	74 177	-	74 177	102 264	-	102 264
Actifs détenus jusqu'à échéance	- ,	-	-	-	-	-
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	1 292 983	456 341	836 642	1 261 724	435 423	826 301

COÛT DU RISQUE

		(2.1.11
CONSOLIDE	30/06/2014	30/06/2013
Dotations aux provisions	-260 937	-258 595
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-248 659	-233 443
Provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)	-2 652	
Provisions engagements par signature	-5 414	-22 472
Autres provisions pour risques et charges	-4 212	-2 679
Reprises de provisions	22 156	5 715
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	9 152	408
Reprises de provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature	-	
Reprises des autres provisions pour risques et charges	13 004	5 307
Variation des provisions	5 075	16 086
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-2 171	-94
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-1 180	-403
Décote sur les produits restructurés	-	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	8 966	19 480
Pertes sur engagement par signature	-	-
Autres pertes	-541	-2 897
Coût du risque	-233 706	-236 794

PRODUITS ET CHARGES D'HONORAIRES ET DE COMMISSIONS

LIBELLE	30/06/2014	30/06/2013
Titres	1 422	1 330
Emission	146	124
Transmission d'ordres	797	805
Autres	479	401
Compensation et règlement-livraison	-	-
Gestion d'actifs conservation fiduciaire	10 787	10 507
Gestion d'actifs	7 654	7 566
Conservation	3 133	2 941
Engagements de prêt	8 736	10 636
Gestion des moyens de paiement	62 832	56 099
Ingénierie financière	-	-
Autres	97 197	94 268
Total produits d'honoraires et de commissions	180 974	172 841
Conservation	842	816
Compensation et règlement-livraison	-	-
Autres	13 738	14 210
Total charges d'honoraires et de commissions	14 579	15 026

GAINS ET PERTES SUR AUTRES ACTIFS

(En milliers de DH)

	30/06/2014	30/06/2013
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-101	6
Plus values de cession	2	6
Moins value de cession	-103	-
Titres de capitaux propres consolidés	-	-
Plus values de cession	-	-
Moins value de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	-101	6

ENGAGEMENTS DE PRÊTS, GARANTIES FINANCIÈRES ET AUTRES ENGAGEMENTS AU 30/06/2014

ET AUTRES ENGAGEMENTS AU 30/06/2014	
	(En milliers de DH)
	Montants notionnels
Engagements de prêt	30/06/2014
Donnés :	12 090 195
Administrations centrales	
Etablissements de crédit	11 260
Institutions non établissements de crédit	
Grandes entreprises	11 613 398
Clientèle de détail	465 538
Reçus:	
Garanties financières	
Données :	6 244 748
Administrations centrales	-
Etablissements de crédit	3 302 160
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	2 870 672
Clientèle de détail	71 916
Reçues:	4 801 496
Administrations centrales	<u>-</u>
Etablissements de crédit	4 801 496
Institutions non établissements de crédit	
Grandes entreprises	<u>-</u>
Clientèle de détail	<u>-</u>
Dérivés de crédit reçus	
Autres engagements	
Donnés	
Reçus	
Engagements et garanties financières en défaut	
- Engagements de prêt donnés :	
– Garanties financières données :	
- Autres engagements donnés à une autre contrepartie :	



INFORMATION SECTORIELLE

(En milliers de DH)

Libellé	Banque de détail, de financement et assurance	Leasing	Total
Marge d'intérêts	779 748	56 894	836 642
Marge sur commissions	166 397	-2	166 395
Produit net bancaire	1 001 796	56 933	1 058 728
Charges de fonctionnement	-471 326	-6 318	-477 644
Résultat d'exploitation	475 944	49 602	525 546
Résultat net	147 121	37 300	184 421
Résultat net part groupe	149 078	33 385	182 463

Le Crédit du Maroc, filiale du Groupe Crédit Agricole S.A., exerce trois métiers principaux : la banque de réseau, la banque de financement et d'investissement et la gestion d'actifs. Le réseau d'agences du Crédit du Maroc, à couverture nationale, compte, à fin juin 2014, 339 guichets répartis dans le Royaume, organisés en régions et succursales.

LA BANQUE DE DÉTAIL

La banque de détail offre à ses clients particuliers, professionnels et micro-entreprises une large gamme de produits et services. Elle est organisée en directions régionales, au nombre de dix, avec un réseau d'agences couvrant l'ensemble du territoire qui assure ainsi une étroite proximité avec la clientèle.

Crédit du Maroc Patrimoine est la filiale chargée de la commercialisation des produits OPCVM et de l'animation des différents réseaux du Crédit du Maroc pour leur promotion, ainsi que de la gestion des fonds de ses clients et des clients du Crédit du Maroc.

CREDIT DU MAROC ASSURANCES

Filiale spécialisée dans le courtage d'assurances toutes branches, elle est chargée de la commercialisation des produits d'assurances dommages et du développement de l'activité

bancassurance en collaboration avec les différents marchés de la banque.

LA BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

La banque de financement et d'investissement regroupe l'ensemble des activités et métiers à forte valeur ajoutée destinés aux clients corporate (PME/ PMI et grandes entreprises), et constitue ainsi un axe majeur de développement. L'activité de promotion immobilière est prise en charge dans le cadre d'une direction dédiée, qui assure la constitution et le suivi d'un portefeuille de clientèle de professionnels de l'immobilier, et d'autre part la formulation d'un avis technique sur les dossiers de crédits instruits par les agences ou les centres d'affaires pour le financement des opérations immobilières de petite taille. Dans une optique d'accompagnement du secteur agricole au Maroc, le Crédit du Maroc dispose d'une direction dédié au financement de l'agriculture et de l'agroalimentaire qui assure à sa clientèle un conseil spécialisé et le financement de ses projets. L'activité d'ingénierie financière est assurée par une direction dédiée, qui apporte un conseil professionnel sur des sujets spécialisés. La salle des marchés, pour sa part, traite les opérations de change, de trésorerie dirhams ou devises ainsi que l'obligataire. Par ailleurs, Crédit du Maroc Capital, société de bourse,

agit en tant qu'intermédiaire et dépositaire sur la place de Casablanca. Enfin, Crédit du Maroc offshore banque off-shore, structure off-shore, a pour mission principale le financement en devises à court, moyen et long terme des sociétés non résidentes implantées dans les zones franches du Maroc, et assure également tous les traitements de sa clientèle en offshore et afférents aux transferts émis et reçus, ainsi que les opérations de change. Elle accompagne également tous les investisseurs étrangers désireux de s'implanter dans les zones franches industrielles d'exportation au Maroc (para-bancaire et bancaire).

L'ACTIVITE DE LEASING

Crédit du Maroc Leasing apporte des solutions de financement crédit-bail mobilier et immobilier aux entreprises et professionnels marocains, et met à la disposition des fournisseurs de matériel des offres de financements leasing adaptées aux acquéreurs de leurs matériels. A cet effet, Crédit du Maroc Leasing bénéficie de l'expertise de Crédit Agricole Leasing France et s'appuie sur le réseau commercial de la banque Crédit du Maroc. Ainsi, Crédit du Maroc Leasing met à la disposition des clients du groupe Crédit du Maroc des équipes expérimentées et des solutions performantes.

PRÊTS ET CRÉANCES

(En milliers de DH)

					(=:::::::::::::::::::::::::::::::::::::
30/06/2014	Actifs non dépréciés (1)	Actifs dépréciés (Valeur brute comptable totale) (2)	(Dépréciations individuelles)	(Dépréciations collectives)	Valeur nette comptable totale
Prêts et créances					
Instruments de dette	97 053	-	-	-	97 053
Administrations centrales	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	97 053	-	-	-	97 053
Institutions non établissements de crédit	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	=
Prêts et avances	40 999 046	4 312 102	2 918 101	131 959	42 261 088
Administrations centrales	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	4 894 519	-	-	-	4 894 519
Institutions non établissements de crédit	5 325 748	728 255	462 982	23 837	5 567 184
Grandes entreprises	14 016 141	1 274 193	865 254	67 069	14 358 012
Clientèle de détail	16 762 638	2 309 653	1 589 865	41 053	17 441 373
Total	41 096 099	4 312 102	2 918 101	131 959	42 358 141

31/12/2013	Actifs non dépréciés (1)	Actifs dépréciés (Valeur brute comptable totale) (2)	(Dépréciations individuelles)	(Dépréciations collectives)	Valeur nette comptable totale
Prêts et créances					
Instruments de dette	104 326	-	-	-	104 326
Administrations centrales	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	104 326	-	-	-	104 326
Institutions non établissements de crédit	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-
Prêts et avances	39 350 200	4 078 401	2 705 368	141 211	40 582 022
Administrations centrales	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	3 739 545	-	-	-	3 739 545
Institutions non établissements de crédit	4 004 140	643 253	413 132	27 740	4 206 522
Grandes entreprises	17 006 017	1 212 045	796 572	80 769	17 340 721
Clientèle de détail	14 600 498	2 223 103	1 495 664	32 702	15 295 234
Total	39 454 526	4 078 401	2 705 368	141 211	40 686 348

⁽¹⁾ Inclut les actifs dépréciés collectivement

⁽²⁾ Valeur comptable brute des actifs dépréciée individuellement



ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(En milliers de DH)

				(EITTIMITOTO de BIT)
31/12/2013	Juste valeur des actifs non dépréciés	Juste valeur des actifs dépréciés	Dont dépréciation	Valeur comptable nette totale
Instruments de capitaux propres	29 870	34 868	-6 751	65 461
Instruments de dette	3 658 075	-	-	3 658 075
Administrations centrales	3 157 032	-	-	3 157 032
Etablissements de crédit	501 043	-	-	501 043
Institutions non établissements de crédit	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-
TOTAL	2 697 045	24 969	-6 751	2 722 525

30/06/2014	Juste valeur des actifs non dépréciés	Juste valeur des actifs dépréciés	Dont dépréciation	Valeur comptable nette totale
Instruments de capitaux propres	31 185	38 605	7 910	69 790
Instruments de dette	3 718 917	-	-	3 718 917
Administrations centrales	2 700 987	-	-	2 700 987
Etablissements de crédit	1 017 930	-	-	1 017 930
Institutions non établissements de crédit	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-
TOTAL	3 750 102	38 605	7 910	3 788 706

PLACEMENTS DETENUS JUSQU'A LEUR ECHEANCE

(En milliers de DH)

	Autifornia décuésiés	Actifs dépréciés (Valeur	(dépréciations	(dépréciations	Valeur nette co	omptable totale
	Actifs non dépréciés	Actifs dépréciés (Valeur brute comptable totale)	individuelles)	collectives) (*)	30/06/2014	31/12/2013
Placements détenus jusqu'à leur échéance						
Instruments de dette						
Administrations centrales						
Etablissements de crédit				1		
Institutions non établissements de crédit						
Grandes entreprises			/ /			
Clientèle de détail			7 1			
Prêts et avances		- 1				
Administrations centrales						
Etablissements de crédit						
Institutions non établissements de crédit						
Grandes entreprises						
Clientèle de détail						
Total						

INFORMATIONS SUR LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

(En milliers de DH)

30/06/2014	Valeur comptable (si différente de la juste valeur)	Juste valeur comptabilisée ou fournie dans les états financiers	Dont déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	Dont montant comptabilisé en résultat selon une technique de valorisation pendant la période
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	NA	-
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-	1 472 461	NA NA	33 984
Actifs financiers disponibles à la vente	-	3 788 706	38 605	-
Prêts et créances	-	-		-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	-	-		-
Autres actifs financiers	-	-		-
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	NA	-
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-	2 819		-1 921
Passifs financiers au coût amorti	-	-		-
Autres passifs financiers	-	-		-

31/12/2013	Valeur comptable (si différente de la juste valeur)	Juste valeur comptabilisée ou fournie dans les états financiers	Dont déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	Dont montant comptabilisé en résultat selon une technique de valorisation pendant la période
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	NA	-
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-	2 637 911	IVA	99 431
Actifs financiers disponibles à la vente	-	3 723 535	37 112	-
Prêts et créances	-	-		-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	-	-		-
Autres actifs financiers	-	-		-
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	NA	-
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-	3 068		-4 414
Passifs financiers au coût amorti	-	-		-
Autres passifs financiers	-	-		-

IMMOBILISATIONS CORPORELLES EVALUEES SELON LE MODELE DU COUT

				(En milliers de DH)
	30/06	/2014	31/12	/2013
	Terrains et bâtiments occupés par le propriétaire (immo d'exploitation)	Valeur comptable totale (de toutes les immo corporelles)	Terrains et bâtiments occupés par le propriétaire (immo d'exploitation)	Valeur comptable totale (de toutes les immo corporelles)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	-	-	-	-
Reprises de pertes de valeur en résultat	-	-	-	-
Solde de clôture	480 672	2 111 057	469 603	2 087 203
Cumul des dépréciations	-	-	-	-
Cumul des amortissements	355 531	752 829	339 317	721 030
Actifs détenus dans le cadre d'un contrat de location-financement	-	-	-	-
Actifs loués en location-simple	-	-	-	-

PROVISIONS PASSIF

						(En milliers de DH)
	Risques légaux et fiscaux	Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	Engagements de prêts et garanties (Les EPS)	Contrats déficitaires	Autres provisions	Valeur comptable totale
Solde d'ouverture	64 230	134 271	98 846	-	24 530	321 878
Dotations	7 031	5 299	5 414	-	2 272	20 016
Montants utilisés	1 030	9 078	-	-	633	10 741
Montants non utilisés repris au cours de la période	16 095	111		-	9 724	25 930
Autres mouvements	-	-15 844	-	-	-341	-16 185
Solde de clôture	54 136	114 537	104 260		16 104	289 038



INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT

Les contrats de Leasing sont classés en tant que contrats de location financement. La quasi totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée au preneur locataire.

Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option peut être levée. En effet, la valeur résiduelle est de 1% du montant de financement pour le mobilier et de 10% pour l'immobilier.

La durée du contrat de location couvre la majeure partie de la vie économique de l'actif loué.

La valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève à la totalité de la juste valeur de l'actif loué.

Dans le bilan, les actifs donnés en location sont comptabilisés comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

	Pour le Bailleur						
Durée résiduelle	Investissement brut total	Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	Produits financiers non acquis	Correction de valeur cumulée des paiements minimaux au titre de la location non recouvrables			
≤ 1 an	391 071	325 448	65 623	367 756			
> 1 an ≤ 5 ans	1 224 105	1 061 085	163 019	1 148 609			
> 5 ans	196 467	171 146	25 321	184 255			
TOTAL	1 811 643	1 557 679	253 964	1 700 620			

IMPOTS EXIGIBLES ET DIFFERES

(En milliers de DH)

Impôts courants et impôts différés	30/06/2014	30/06/2013
Impôts courants	76 763	123 706
Impôts différés	80 625	161 789
Actifs d'impôts courants et différés	157 388	285 494
Impôts courants	12 743	95 813
Impôts différés	168 896	163 435
Passifs d'impôts courants et différés	181 639	259 248
Charge d'impôts courants	103 114	99 711
Charge nette d'impôts différés de l'exercice	4 204	523
Charges nette de l'impôt sur les bénéfices	107 318	100 233

Le taux effectif d'impôt	30/06/2014	30/06/2013
Résultat net	184 421	183 583
Charges d'impôt sur les bénéfices	107 318	100 233
Taux d'impôt effectif moyen en %	36,79%	35,32%

Analyse du taux effectif d'impôt	30/06/2014	30/06/2013
Taux d'impôt en vigueur en %	37%	37%
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères	-	-
Imposition forfaitaire	-	-
Différences permanentes	-	-
Changement de taux	-	-
Déficit reportable	-	-
Autres éléments	-0,21%	-1,68%
Taux d'impôt effectif moyen	36,79%	35,32%

EVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION

COMPOSITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2014

Au 30 juin 2014, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS			
WAFA ASSURANCE	1 073 803	10,37	10,37
AUTRES	1 147 390	11,07	11,07
B - ACTIONNAIRES ETRANGERS			
CREDIT AGRICOLE S.A.	8 137 289	78,56	78,56
Total	10 358 482	100,00	100,00

La valeur nominale des actions est de 100 DH. Ces actions sont entièrement libérées. A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement ou indirectement 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

DIVIDENDES

Au titre de l'exercice 2013, le conseil de surveillance décide de proposer aux actionnaires un dividende net par action de 27 DH, payable soit en action, soit en numéraire, soit par combinaison de ces deux moyens.

	2013	2012	2011
Dividendes (en dirhams)			
Dividende par action	27,00	32,00	32,00
Résultat net par action (en dirhams)			
Résultat net part du groupe par action	26,95	37,80	37,27

INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

(En milliers de DH)

Montants à payer aux parties liées et montants à en recevoir	Société-mère	Filiales	Principaux dirigeants de l'entité ou de sa société-mère	Entités contrôlées par la même société mère	Autres parties liées	Total
Actifs : prêts et avances	1 156 794	1 337 040	-	-	-	2 493 834
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	31	-	-	-	31
Total des actifs	1 156 794	1 337 070	-	-	-	2 493 864
Passifs : dépôts et emprunts	1 337 040	1 156 794	-	-	-	2 493 834
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
Titres de dette	-	-	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-	-	=
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	=
Autres passifs	40 261	31	-	-	-	40 292
Total des passifs	1 377 301	1 156 825	-	-	-	2 534 125
Garanties émises par le groupe	658 159	-	-	-	-	658 159
Garanties reçues par le groupe	-	658 159	-	-	-	658 159
Dépréciations des créances douteuses	-	-	-	-	-	-

Charges et produits générés par des transactions entre parties liées	Société-mère	Filiales	Principaux dirigeants de l'entité ou de sa société-mère	Entités contrôlées par la même société mère	Autres parties liées	Total
Total des charges dont :	5 550	35 099	-	-	-	40 648
Charges d'intérêts	2 895	34 139	-	-	-	37 034
Honoraires et commissions	250	84	-	-	-	334
Total des produits dont :	2 405	875	-	-	-	3 280
Produits d'intérêts	75 360	8 590	-	-	-	83 949
Honoraires et commissions	34 139	2 895	-	-	-	37 034
Produits de dividendes	84	250	-	-	-	334

AVANTAGES AU PERSONNEL

L'engagement actualisé est calculé selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles, des augmentations de salaires, de l'âge de départ en retraite, de la mortalité, de la rotation du personnel ainsi que des taux d'actualisation.

Les modifications d'hypothèses actuarielles, ou la différence entre ces hypothèses et la réalité, donnent lieu à des écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi et qui sont comptabilisés en capitaux propres selon la méthode du SORIE, par contre, pour les avantages à long terme et les indemnités de fin de contrat de travail, ils continueront à être comptabilisés directement en résultat.

Le calcul est effectué par individu et la population est sélectionnée à la date de l'arrêté.

RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES:

Prime fin de carrière

- Prime servie aux collaborateurs au moment de leur départ en retraite ou en cas de décès.
- L'ancienneté minimum requise est de 20 ans

- Le montant de la prime est calculé en fonction du salaire au moment de la retraite et d'un coefficient déterminé par le nombre d'années d'ancienneté.
- Le montant de l'engagement dépend :
- de l'évolution du salaire.
- du nombre d'années d'ancienneté,
- de la probabilité de survie (table de mortalité),
 de la probabilité de présence (turn over),
- du nombre d'années restant à la retraité et du taux d'actualisation.

- Prime servie aux collaborateurs à l'ancienneté de 15, 20, 25, 30, 35 et 45 ans.
- Le montant de la prime est déterminé à partir d'un barème et du salaire au moment de l'octroi.
- Le montant de l'engagement dépend :
- de l'évolution du salaire,
- du nombre d'années d'ancienneté (barème),



- de la probabilité de survie (table de mortalité),
- de la probabilité de présence (turn over),
 du nombre d'années restant à l'octroi et du taux d'actualisation.

Couverture Médicale

La CMIM, système de couverture médicale, est considérée comme un régime multi-employeurs à prestations définies. En l'absence d'informations suffisantes pour déterminer la part d'obligation qui revient au Crédit du Maroc, elle est traitée comptablement comme un régime à cotisations définies.

INDEMNITÉS DE FIN CONTRAT DE TRAVAIL

Indemnité de départ volontaire

- Régie par un protocole d'accord au niveau du GPBM, l'indemnité de départ volontaire permet aux salariés, et après accord du Directoire, de faire valoir leur droit à la retraite anticipée selon les critères d'éligibilité suivants :

 - à partir de 50 ans révolus pour les femmes
- à partir de 55 ans révolus pour les hommes avoir une ancienneté minimum de 21 ans de service
- Le montant de l'indemnité est calculé en fonction du salaire au moment du départ et d'un barème basé sur l'âge du collaborateur.
- Le montant de l'engagement dépend :
- de l'évolution du salaire, de l'âge au moment du départ (barème),
- de la proportion des collaborateurs intéressés par le départ volontaire,
 de la probabilité de survie (table de mortalité),
- de la probabilité de présence (turn over),
- du nombre d'années restant à l'octroi et du taux d'actualisation.

	30/06/2014	31/12/2013
Provisions pour prime de fin carrière	28 487	27 120
Provisions pour indemnité de départ volontaire	59 665	68 858
Provisions pour prime de fidélité	26 385	24 712
Total	114 537	120 690
	30/06/2014	31/12/2013

	30/06/2014	31/12/2013
Taux d'actualisation	4,76%	4,76%
Taux d'évolution des salaires	4,00%	4,00%

Il est à noter que le Crédit du Maroc a engagé, en 2013, une action d'envergure sur l'ensemble de son périmètre visant à optimiser sa performance sur tous les axes. Ce plan, pluriannuel, porte le nom de CAP2018.

En accompagnement de ce plan, et conformément aux dispositions de la norme IAS 19 révisée relatives aux indemnités de cessation d'emploi, le Crédit du Maroc a inscrit sur les comptes de 2013 une provision couvrant l'estimation des frais que les actions induites par ce plan vont générer, notamment le coût d'accompagnement de départs volontaires de collaborateurs pour un montant global de 56 Millions de DH.

Cette inscription dans les comptes 2013 s'appuie notamment sur le fait que ce plan a été présenté au Conseil de Surveillance du 13 Décembre 2013, a fait l'objet de plusieurs communications internes à la banque, ainsi qu'en Comité d'Entreprise ou il a été notamment expliqué que :

- le Crédit du Maroc lance un plan de départ volontaire en accompagnement des projets d'amélioration de l'efficacité et de gain de productivité,
- le traitement se fera sur la base du volontariat selon les principes de la convention collective du GPBM.

COMPTABILISATION ENGAGEMENTS SOCIAUX

Le Groupe Crédit du Maroc a opté pour la comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux engagements sociaux postérieurs à l'emploi (prime de fin de carrière) en capitaux propres selon la méthode du SoRIE (Statement Of Recognised Income and Expenses).

Les avantages au personnel entrant dans les catégories IAS 19 des autres avantages long terme (Prime de fidélité) et des indemnités de fin de contrat de travail (Prime de départ volontaire) continueront a être comptabilisés en résultat.

L'impact des écarts actuariels sur engagements sociaux à fin juin 2014 se présente comme suit :

	Brut	ID	Net
Impact Compte de Résultat			
Dotation Provision Engagements Sociaux	-6 008	2 223	-3 785
Impact Capitaux Propres			
Gains et Pertes actuariels / avantages post emploi	16 341	-6 046	10 295

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES CONSOLIDES)



47, rue Allal Ben Abdellah 20 000 Casablanca Maroc



35, rue Aziz Bilal -ex Massena, Maârif 20330 Casablanca Maroc

GROUPE CREDIT DU MAROC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2014

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de Crédit du Maroc et ses filiales (Groupe Crédit du Maroc) comprenant le bilan et le compte de résultat couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2014. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 4161 380, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 184 421.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces nous avons enectue notre examen limite seion les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et en conséguence pour n'experiment des conseguences pour n'experiment de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et en conséguence pour n'experiment des conseguences pour n'experiment de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit Nous n'avons pas effectué un audit et en conseguence pour l'experiment de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières que la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières (la conseguence pour la conseguence pour la conseguence pour la conseguence pour l'experiment de la conseguence pour la audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit du Maroc arrêtés au 30 juin 2014, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 8 septembre 2014

Les Commissaires aux Comptes

Fidaroc Grant Thornton

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
International
A, Nac Ben Abdellah - Casablanca
de: 0527 54 48 00 - F5x: 05 22 29 66 70

Rachid Boumehraz

PwC Maroc

PwC Maroc SARL

35, Rue Aziz Relial, Marri 20330 - Casablanca
T +212 (0) 522 99 99 00 - Fax: +212 (0)522 23 90 70
RC 169167 JAN 35772761
IF 01106708 - CNAS - 2567045

Mohamed Raibate



BILAN AU 30 JUIN 2014

	iers		

		`
ACTIF	30/06/2014	31/12/2013
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des	965 404	1 245 974
chèques postaux	903 404	1 243 974
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	6 094 146	4 989 813
. A vue	573 251	885 979
. A terme	5 520 895	4 103 834
Créances sur la clientèle	35 908 576	35 370 392
. Crédits de trésorerie et à la consommation	12 829 504	12 857 144
. Crédits à l'équipement	7 389 551	7 876 563
. Crédits immobiliers	12 855 509	12 275 363
. Autres crédits	2 834 013	2 361 323
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	5 254 110	6 392 413
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	3 428 001	5 129 985
. Autres titres de créance	1 820 135	1 256 454
. Titres de propriété	5 975	5 975
Autres actifs	290 979	260 023
Titres d'investissement	-	_
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	304 285	311 123
Créances subordonnées	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	_	-
Immobilisations incorporelles	120 440	124 743
Immobilisations corporelles	1 009 466	1 031 041
Total de l'Actif	49 947 406	49 725 523
HODO DILANI	00/00/00/4	0.4.4.0.400.4.0

LIODO DIL ANI	00/00/0044	04/40/0040
HORS BILAN	30/06/2014	31/12/2013
ENGAGEMENTS DONNES	11 435 841	12 632 511
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 908 423	4 102 481
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 478 749	3 815 538
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 048 670	4 714 491
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	4 801 496	6 138 694
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	4 801 496	6 138 694
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

ETAT DES SOLDES DE GESTION AU 30 JUIN 2014

(En milliers de DH)

		(En milliers de DH)
I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	30/06/2014	30/06/2013
+ Intérêts et produits assimilés	1 228 235	1 213 663
- Intérêts et charges assimilées	456 572	436 281
MARGE D'INTERET	771 663	777 382
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	146 500	133 872
- Commissions servies	14 731	14 945
Marge sur commissions	131 769	118 927
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	32 813	39 825
+ Résultat des opérations sur titres de placement	21 247	-7 905
+ Résultat des opérations de change	36 033	55 383
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	90 094	87 303
+ Divers autres produits bancaires	55 903	57 829
- Diverses autres charges bancaires	37 556	37 279
PRODUIT NET BANCAÏRE	1 011 872	1 004 163
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-1 462	0
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	298	3 780
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
- Charges générales d'exploitation	539 927	532 630
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	470 781	475 313
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-196 851	-179 822
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	32 079	13 519
RESULTAT COURANT	306 008	309 009
RESULTAT NON COURANT	-15 698	-6 506
- Impôts sur les résultats	86 208	87 335
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	204 103	215 169
II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2014	30/06/2013
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	204 103	215 169
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	66 799	65 905
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	2 772	_
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		_
- Reprises de provisions	15 622	16 291
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	2	5
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières		
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	184	
- Reprises de subventions d'investissement reçues	104	
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	258 234	264 779
- Bénéfices distribués	230 234	204 119
AUTOFINANCEMENT	258 234	264 779
AUTOTTIVATIVOLIVILIVI	200 234	204 179

(En milliers de DH)

PASSIF	30/06/2014	31/12/2013
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	7	7
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 314 714	1 074 283
. A vue	130 388	80 233
. A terme	1 184 326	994 050
Dépôts de la clientèle	37 840 177	36 767 639
. Comptes à vue créditeurs	21 622 606	21 436 427
. Comptes d'épargne	8 433 968	8 110 429
. Dépôts à terme	6 809 543	6 385 487
. Autres comptes créditeurs	974 060	835 296
Titres de créance émis	4 315 327	<u>5 611 726</u>
. Titres de créance négociables	4 315 327	5 611 726
. Emprunts obligataires	-	
. Autres titres de créance émis	-	
Autres passifs	633 846	326 631
Provisions pour risques et charges	403 494	446 802
Provisions réglementées	-	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	
Dettes subordonnées	1 546 433	1 529 453
Ecarts de réévaluation	-	_
Réserves et primes liées au capital	2 405 041	2 393 696
Capital	1 035 848	1 035 848
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	_
Report à nouveau (+/-)	248 414	243 055
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	_
Résultat net de l'exercice (+/-)	204 103	296 384
Total du Passif	49 947 406	49 725 523

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 30 JUIN 2014

(En milliers de DH)

		(En milliers de DH)
LIBELLE	30/06/2014	30/06/2013
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 522 533	1 506 156
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	104 870	70 804
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 049 187	1 040 781
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	74 177	102 077
Produits sur titres de propriété	55 778	57 773
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	145 651	133 861
Autres produits bancaires	92 870	100 859
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	510 661	501 994
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	9 353	9 731
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	291 396	259 568
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	155 823	166 983
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	54 089	65 712
PRODUIT NET BANCAIRE	1 011 872	1 004 163
Produits d'exploitation non bancaire	298	3 780
Charges d'exploitation non bancaire	184	-
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	539 927	532 630
Charges de personnel	305 027	298 925
Impôts et taxes	9 167	9 570
Charges externes	158 413	159 235
Autres charges générales d'exploitation	521	-1 005
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	66 799	65 905
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	350 187	326 357
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	336 629	309 641
Pertes sur créances irrécouvrables	1 254	497
Autres dotations aux provisions	12 304	16 220
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	184 137	160 054
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	132 066	110 835
Récupérations sur créances amorties	8 966	19 480
Autres reprises de provisions	43 104	29 739
RESULTAT COURANT	306 008	309 009
Produits non courants	1 764	443
Charges non courantes	17 462	6 948
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	290 311	302 504
Impôts sur les résultats	86 208	87 335
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	204 103	215 169

CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES AU 30 JUIN 2014

(En milliers de DH)

Premier semestre 2014	Deuxième semestre 2013	Premier semestre 2013
1 522 533	1 476 815	1 506 136

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES AU 30 JUIN 2014

(En milliers de DH)

	Montants au 30/06/2014 Créances Provisions *		Montants au 31/12/2013		
			Créances	Provisions *	
Créances pré-douteuses	239 683	29 688	213 479	23 546	
Créances douteuses	764 810	307 103	607 826	195 860	
Créances compromises	3 048 103	2 696 393	2 884 311	2 599 684	
TOTAL	4 052 596	3 033 184	3 705 617	2 819 089	

^(*) y compris agios réservés



TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2014

n milliers de DH)

		(En milliers de DH)
	30/06/2014	30/06/2013
Produits d'exploitation bancaire perçus	1 445 022	1 444 396
Récupérations sur créances amorties	8 966	19 480
Produits d'exploitation non bancaire perçus	2 060	4 218
Charges d'exploitation bancaire versées	-510 837	-491 673
Charges d'exploitation non bancaire versées	-17 462	-6 948
Charges générales d'exploitation versées	-473 128	-466 725
Impôts sur les résultats versés	-86 208	-87 335
I - Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	368 413	415 413
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-1 104 333	-775 908
Créances sur la clientèle	-749 759	-561 847
Titres de transaction et de placement	1 156 973	-1 170 839
Autres actifs	-30 956	-231 730
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	240 432	-264 229
Dépôts de la clientèle	1 080 648	1 955 281
Titres de créance émis	-1 296 398	-502 049
Autres passifs	293 634	431 540
II - Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-409 759	-1 119 781
III - FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	-41 346	- 704 368
Produit des cessions d'immobilisations financières	5 560	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2	5
Acquisition d'immobilisations financières	-	-12 500
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-40 929	-58 079
Intérêts perçus	3 063	3 430
Dividendes perçus	55 778	57 773
IV - FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	23 474	-9 371
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	16 980	12 505
Emission d'actions	-	
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	_
Dividendes versés	-279 679	-295 165
V - FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	- 262 699	- 282 660
VI - VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III + IV + V)	- 280 571	- 996 399
VII - TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXÈRCICE	1 245 968	2 250 048
VIII - TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	965 397	1 253 649

ETAT A1 - PRINCPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES AU 30 JUIN 2014

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévues par le plan comptable des établissements de crédit (P.C.E.C) entré en vigueur depuis le 01/01/2000.

Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du P.C.E.C.

ETAT A2- ETAT DES DEROGATIONS AU 30 JUIN 2014

	INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
	I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		NEANT
	II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse			NEANT

ETAT A3- ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES AU 30 JUIN 2014

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
Changements affectant les méthodes evaluation		NEANT
Changements affectant les règles de		NEANT

ETAT B1- CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 30 JUIN 2014

(En milliers de DH)

					(=	miliera de Drij
CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablisse- ments de crédit à l'étranger	Total 30/06/2014	Total 31/12/2013
Comptes ordinaires débiteurs	230 815	7	77 739	126 335	434 896	846 806
Valeurs reçues en pension	-	3 171 006	-	-	3 171 006	1 650 210
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	3 171 006	-	-	3 171 006	1 650 210
Prêts de trésorerie	-	420 000	170 000	-	590 000	650 566
- au jour le jour	-	300 000	-	-	300 000	400 000
- à terme	-	120 000	170 000	-	290 000	250 566
Prêts financiers	-	66 888	1 938 021	-	2 004 909	2 166 965
Autres créances	-	27 764	62 349	1 712	91 825	80 261
Intérêts courus à recevoir	-	6 922	29 343	-	36 265	23 907
Créances en souffrance	-	-	1	-	1	1
TOTAL	230 815	3 692 586	2 277 453	128 047	6 328 902	5 418 716

ETAT B2- CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 30 JUIN 2014

En milliers de DH

					(=	illillers de Di i)
	Secteur		Secteur privé	Total	Total	
CREANCES	nublic	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30/06/2014	31/12/2013
Crédits de trésorerie	103 286	-	9 528 364	243 459	9 875 109	10 132 914
 Comptes à vue débiteurs 	16 083	-	3 210 862	172 992	3 399 937	4 113 742
- Créances commerciales sur le Maroc	37 203	-	1 742 952	-	1 780 154	1 885 926
- Crédits à l'exportation	-	-	213 102	-	213 102	177 098
- Autres crédits de trésorerie	50 000	-	4 361 449	70 467	4 481 916	3 956 148
Crédits à la consommation	-	-	-	2 773 086	2 773 086	2 576 172
Crédits à l'équipement	2 029 532	-	5 213 448	3 948	7 246 928	7 719 059
Crédits immobiliers	-	-	1 997 991	10 807 173	12 805 163	12 226 183
Autres crédits	333 333	1 299 201	40 048	5 037	1 677 619	1 340 284
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à recevoir	-	-	311 236	63 318	374 555	354 903
Créances en souffrance	-	-	628 450	527 666	1 156 116	1 020 877
- Créances pré-douteuses			34 922	175 073	209 995	189 933
- Créances douteuses			438 854	18 853	457 708	411 966
- Créances compromises			154 674	333 740	488 413	418 978
TOTAL	2 466 151	1 299 201	17 719 538	14 423 687	35 908 577	35 370 392

ETAT B3 - VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR AU 30 JUIN 2014

(En milliers de DH)

	Etablissements de	Emetteurs	Emetteu	rs privés	Total	Total
TITRES	crédit et assimilés	publics	financiers	non financiers	30/06/2014	31/12/2013
TITRES COTÉS	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor						
et valeurs assimilées						
Obligations					-	-
Autres titres de créance					-	-
Titres de propriété					-	-
TITRES NON COTÉS	1 820 134	3 428 001	5 908	67	5 254 110	6 392 413
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	3 428 001			3 428 001	5 129 984
Obligations	-	-			-	-
Autres titres de créance	1 820 134	-	-	-	1 820 134	1 256 454
Titres de propriété	-	-	5 908	67	5 975	5 975
TOTAL	1 820 134	3 428 001	5 908	67	5 254 110	6 392 413

ETAT B10 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 30 JUIN 2014

(En milliers de DH)

	F1.15	7.19. 1				
	Etablissements de	credit et ass	Etablisse-			
DETTES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établisse- ments de crédit et assimilés au Maroc	ments de crédit à l'étranger	Total 30/06/2014	Total 31/12/2013
Comptes ordinaires créditeurs	7	5 020	45 071	55 867	105 965	55 008
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	-
- Au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- À terme	-	-	-	-	-	-
Emprunts de trésorerie	-	-	1 018 776	162 749	1 181 526	991 129
- Au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- À terme	-	-	1 018 776	162 749	1 181 526	991 129
Emprunts financiers	2 496	-	-	-	2 496	2 496
Autres dettes	-	98	24 495	10	24 603	25 520
Intérêts courus à payer	-	-	-	131	131	137
TOTAL	2 503	5 118	1 088 343	218 757	1 314 721	1 074 290

ETAT B11- DEPOTS DE LA CLIENTELE AU 30 JUIN 2014

(En milliers de DH)

	Contour		Secteur privé	Total	Total		
DEPOTS	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30/06/2014	31/12/2013	
Comptes à vue créditeurs	171 248	27 113	5 174 013	16 242 122	21 614 495	21 428 172	
Comptes d'épargne	-	-	-	8 326 316	8 326 316	8 031 706	
Dépots à terme	-	344 000	1 483 979	4 865 749	6 693 728	6 282 080	
Autres comptes créditeurs	-	419	747 444	225 804	973 667	834 903	
Intérêts courus à payer	-	-		231 971	231 971	190 777	
TOTAL	171 249	371 533	7 405 437	29 891 962	37 840 177	36 767 639	



ETAT B9 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 30 JUIN 2014

(En milliers de DH)

									(L	n millers de DH,
					Amo	ortissements et/	ou provisions			
Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortisse- ments sur immobilisa- tions sortie	Cumul	Autres mouvements *	Montant net à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	456 876	36 955	25 874	467 957	332 157	15 361	-	347 517		120 439
- Droit au bail	28 036	-	-	28 036	-	-	-	-		28 036
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-		-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	428 840	36 955	25 874	439 920	332 157	15 361	-	347 517		92 403
 Immobilisations incorporelles hors exploitation 	-	-	-	-	-	-	-	-		-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 992 891	119 546	97 308	2 015 129	961 791	51 404	-7 610	1 005 585		1 009 466
- Immeubles d'exploitation	844 168	83 157	74 150	853 175	264 021	11 406	-	275 428		577 747
. Terrain d'exploitation	210 631	37 400	-	248 031	-	-	-	-	-	248 031
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	602 497	45 757	74 150	574 104	235 867	10 947	-	246 813	-	327 291
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	31 039	-	-	31 039	28 155	460	-	28 615	-	2 425
 Mobilier et matériel d'exploitation 	481 693	15 413	2 010	495 095	386 210	21 112	-229	407 093		88 002
. Mobilier de bureau d'exploitation	99 525	3 413	229	102 709	84 420	3 526	-229	87 718	-	14 991
. Matériel de bureau d'exploitation	17 561	658	1 781	16 438	9 651	1 029	-	10 680	-	5 758
. Matériel de bureau Telecom	57 852	5 163	-	63 015	41 152	3 178	-	44 330	-	18 685
Matériel Informatique	232 286	5 587	-	237 873	192 334	9 595	-	201 929	-	35 944
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	7 091	68	-	7 159	5 246	569	-	5 815	-	1 344
. Autres matériels d'exploitation	67 379	523	-	67 902	53 406	3 216	-	56 622	_	11 280
 Autres immobilisations corporelles d'exploitation 	610 366	20 836	21 148	610 054	282 849	17 514	-7 381	292 982		317 072
 Immobilisations corporelles hors exploitation 	56 665	140	-	56 805	28 711	1 372	-	30 082		26 723
. Terrains hors exploitation	-	-	-		-	-	-	-		-
. Immeubles hors exploitation	41 553	-	-	41 553	20 974	767	-	21 740	_	19 812
. Mobiliers et matériel hors exploitation	5 621	52	-	5 674	4 013	251	-	4 264	_	1 410
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	9 491	88	-	9 579	3 724	354	-	4 078	_	5 501
- Ecart de conversion	-			-					-78	-78
Total	2 449 767	156 501	123 182	2 483 086	1 293 948	66 765	-7 610	1 353 102	-78	1 129 905
* Foart de conversion immobilisation de la succursale à l'étranger										

ETAT B12 - ETAT DES SOUSCRIPTIONS DE CERTIFICATS DE DEPOT INSCRITS EN COMPTE AU 30 JUIN 2014

(En milliers de D

								(EITHIIIIers de Dri)
Nature des Titres	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement	Montant Global	Dont Entreprises liées Autres apparentés	Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
Certificats de dépôts	18/07/12	18/07/14	100,00	4,30%	INFINE	120 000		
Certificats de dépôts	29/07/13	28/07/14	100,00	4,45%	INFINE	400 000		
Certificats de dépôts	28/08/13	27/08/14	100,00	4,45%	INFINE	400 000		
Certificats de dépôts	29/07/13	29/10/14	100,00	4,60%	INFINE	400 000		
Certificats de dépôts	30/11/11	30/11/14	100,00	4,40%	INFINE	400 000		
Certificats de dépôts	26/08/13	26/12/14	100,00	4,65%	INFINE	400 000		
Certificats de dépôts	06/07/12	06/07/15	100,00	4,25%	INFINE	59 300		
Certificats de dépôts	31/10/11	31/10/15	100,00	4,35%	INFINE	50 000		
Certificats de dépôts	30/11/11	30/11/16	100,00	4,21%	INFINE	550 000		
Certificats de dépôts	28/02/12	28/02/17	100,00	4,16%	INFINE	500 000		
Certificats de dépôts	30/03/12	30/03/17	100,00	4,17%	INFINE	335 000		
Certificats de dépôts	30/04/12	30/04/17	100,00	3,98%	INFINE	100 000		
Certificats de dépôts	21/12/12	21/12/17	100,00	4,60%	INFINE	170 000		
Certificats de dépôts	02/08/13	02/08/18	100,00	5,43%	INFINE	300 000		
TOTAL						4 184 300		

ETAT B14 - PROVISIONS DU 01/01/2014 AU 30/06/2014

(En milliers de DH)

					(En minoro do Bri)
PROVISIONS	Encours 31/12/2013	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2014
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	2 571 783	333 945	149 127	-72	2 756 529
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	2 548 140	331 173	128 962	-72	2 750 279
Titres de placement	18 919	-	18 671	-	248
Titres de participation et emplois assimilés	4 724	2 772	1 494	-	6 002
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-	-
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	446 803	14 973	44 662	-13 619	403 496
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	134 351	5 456	3 104	-	136 703
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	143 998	-	14 128	-	129 870
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	76 433	2 979	-	-13 581	65 831
Provisions pour autres risques et charges	92 021	6 538	27 430	-38	71 091
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	3 018 586	348 918	193 788	-13 691	3 160 025

ETAT B16 - DETTES SUBORDONNEES AU 30 JUIN 2014

(En milliers de DH)

Monnaie	Montant en monnaie	nt on monnoio		Condition de remboursement	Montant de l'emprunt	dont entre	orises liées	dont autres apparentés		
de l'emprunt		Cours	Taux	Durée	anticipé, subordination et convertibilité	en monnaie nationale (ou contrevaleur en KDH)	Montant N (en contrevaleur KDH)	Montant N-1 (en contrevaleur KDH)	Montant N (en contrevaleur KDH)	Montant N-1 (en contrevaleur KDH)
MAD	500 000,00	1	5,87	10 ANS	INFINE	500 000				
MAD	500 000,00	1	5,62	10 ANS	INFINE	500 000				
MAD	93 100,00	1	5,02	10 ANS	INFINE	93 100				
MAD	108 800,00	1	5,02	10 ANS	INFINE	108 800				
MAD	46 900,00	1	4,78	10 ANS	INFINE	46 900				
MAD	251 200,00	1	4,25	10 ANS	INFINE	251 200				
TOTAL	1 500 000					1 500 000				

ETAT B22 -VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE AU 30 JUIN 2014

(En milliers de DH)

						,
	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3 755 582	28 326	11 259	1 411 726	298 607	5 505 500
Créances sur la clientèle	4 518 830	3 461 742	2 406 554	6 343 357	14 202 404	30 932 888
Titres de créance	794 465	984 017	1 170 171	1 839 623	366 955	5 155 232
Créances subordonnées	-	=	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	=	-	-	-	-
Total	9 068 878	4 474 084	3 587 984	9 594 706	14 867 967	41 593 619
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 059 822	-	181 499	-	-	1 241 321
Dettes envers la clientèle	2 648 876	3 411 540	4 933 943	8 689 845	-	19 684 203
Titres de créance émis	520 000	400 000	1 200 000	2 064 300	-	4 184 300
Emprunts subordonnés	-	=	-	-	1 500 000	1 500 000
Total	4 228 697	3 811 540	6 315 442	10 754 145	1 500 000	26 609 825



ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES SOCIAUX)



47, rue Allal Ben Abdellah 20 000 Cásablanca Maroc



CREDIT DU MAROC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2014

En application de la mission prévue aux articles 47 et 72 du dahir n° 1-05-178 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n°34-03, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire du Crédit du Maroc comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 5 439 840, dont un bénéfice net de KMAD 204 103.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit du Maroc arrêtés au 30 juin 2014, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 8 septembre 2014

Les Commissaires aux Comptes

Fidaroc Grant Thornton

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
International

47 Rue Ben Abdellah - Casablanca
Tel: 0522 54 48 00 - Fax: 05 22 29 66 70

Rachid Boumehraz Associé PwC Maroc

Mohamed Rqibate Associé

